

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Les correspondances de François Guizot : 1806-1874](#)[Collection](#)[124_Amis et relations provinciales et politiques : 1844-1872](#)[Item](#)[Draguignan, le 1er septembre 1836, Henri-Emmanuel Poulle à François Guizot](#)

Draguignan, le 1er septembre 1836, Henri-Emmanuel Poulle à François Guizot

Auteurs : Poulle, Henri-Emmanuel (1792-1877)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Les mots clés

[Ambition politique](#), [France \(1830-1848, Monarchie de Juillet\)](#), [Politique \(France\)](#), [Portrait \(Guizot\)](#)

Relations entre les lettres

Ce document n'a pas de relation indiquée avec un autre document du projet.□

Présentation

Date1836-09-01

GenreCorrespondance

Editeur de la ficheMarie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN
(Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Information générales

LangueFrançais

Cote19, AN : 163 MI 42 AP 124 Papiers Guizot Bobine Opérateur 21

Nature du documentLettre autographe

Supportcopie numérisée de microfilm

Etat général du documentBon

Localisation du documentArchives Nationales (Paris)

Citer cette page

Poulle, Henri-Emmanuel (1792-1877), Draguignan, le 1er septembre 1836, Henri-Emmanuel Poulle à François Guizot, 1836-09-01

Marie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Consulté le 12/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Guizot-Lieven/items/show/5523>

Informations éditoriales

DestinataireGuizot, François (1787-1874)

Lieu de destinationParis (France)

DroitsMarie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0.

Lieu de rédactionDraguignan (France)

Notice créée par [Marie Dupond](#) Notice créée le 11/12/2023 Dernière modification le 06/05/2024

19
Dranguignan (var) 1^{er} 7^{bre} 1856.

Monsieur et très honorable Collègue,

J'allais répondre à la lettre que vous m'avez fait
l'honneur de m'écrire le 22 août, lorsque les journaux ont annoncé
la retraite de M. le Président du Conseil, et par conséquent, par
distraction de ma part, le 22 février.

Votre nom est dans toutes les bouches. Les gens
les plus considérables, et les plus influents de la ville, apprennent avec
une vive satisfaction, votre rentrée aux affaires.

Le pays garde un souvenir reconnaissant des
services immenses que vous lui avez rendus, dans les temps les plus
difficiles, avec un si noble courage, avec un si généreux dévouement, avec
une si complète abnégation de vos intérêts personnels, et je suis
aujourd'hui, l'organe de nos sympathies, en vous disant que rien ne
pourrait leur être plus agréable, rien ne pourrait mieux les tranquilliser,
que votre arrivée dans le Conseil de la Couronne, au milieu de cette
complication d'intérêts, qui bouleversent la péninsule.

C'est le cas de dire avec Leibnitz, les temps
crisis est gros de l'avenir, plus que jamais, nous avons
besoin d'hommes graves, prudents, continents, plus de bon sens

d'expériences, qui dirigent d'une main habile, et ferme, le char de la monarchie de juillet, qui supportent avec un courage éprouvé, les fardeaux d'affaires publiques; et à tous ces titres, quel est celui qui, mieux que vous, pourrait justifier la confiance de la nation! nous allons attendre avec anxiété, la composition du nouveau ministère.

Personne dans ce pays, n'est pour l'intervention en Espagne. Cette intervention serait ruineuse pour la France, nous aurions à combattre tout à la fois, les partisans de la Constitution de 1812, et les Carlistes. - nous ne saurions qu'un petit nombre d'armes, et encore - n'obtiendrions-ils que nous ennuier. Les provinces que nous serions obligés de traverser, ont été dévastées par la guerre civile. Elles sont dans un tel état de misère, et de dénuement, que nous nous verrions dans la nécessité de transporter à grands frais, les Subsistances militaires; et pour tout dire en un mot, les Espagnols ennemis, qui arrivent chaque jour en province, assurent que nous ne trouverions pas même de la paille, pour la litière de nos chevaux.

On est surpris, de ce que la question de l'intervention ait pu diviser si profondément le Cabinet, depuis l'adoption de la Constitution de 1812, et la proclamation. - On ne comprend pas, qu'au moment même de la crise, et lorsque l'esprit de désordre et d'anarchie envahit toute l'Espagne, le gouvernement français, ait prodigué l'argent de l'arbitraire, et le sang de nos soldats, pour aller sauver le peuple espagnol malgré lui.

Il faut, selon moi, en appeler au temps. - L'orage révolutionnaire qui désole, et ensanglante l'Espagne, ne forme en lui-même les éléments de sa destruction. - une politique expectante est la seule qui nous convienne en ce moment. - tous les rois du monde ont leur

trouv. = celui de l'intervention et j'att. il fallait si l'on voulait intervenir,
envoyer quelques régiments après Don Carlos, lorsqu'il traverserait, il y a deux
ans, pour aller subjuger les navarres.

Voilà, quelle est dans nos Contrées, l'opinion universelle sur
l'intervention.

On a grandi' quand à la revue, que le ministère n'a pas
agi avec prudence, en amenant à l'avance, les préparatifs de la guerre, en
publiant le programme avec célérité, et en ne prévoyant pas quelques jours
plus tôt, les difficultés qui se sont présentées quelques jours plus tard.

Le Conseil général du Var vient de terminer son discours, il a
émis un vœu qui attaque le système de Colonisation, que le maréchal d'Empire,
et quelques hommes de l'école impériale, veulent faire prévaloir en Espagne. Le
vœu auquel je ne suis pas étranger, et que j'ai même provoqué, est ainsi conçu:
"Le Conseil général du Var appelle toute l'attention, et toute la sollicitude
du gouvernement, sur le système à suivre, pour l'administration des possessions
françaises du nord de l'Espagne, de telle sorte, que tout en satisfaisant à ce
qu'exigent la gloire et l'honneur français, le système ne porte point atteinte
à l'indépendance agricole du nord de la France."

J'attends, la semaine prochaine, m. le vicomte Faldin, porteur
mon collègue de députation, qui est en ce moment dans le var, et qui viendra
me faire une visite de quelques jours à la Campasque. mon collègue porteur et homme
mûr, rempli de discernement, et de simplicité pour tout.

permettez-moi, avant de terminer ma lettre, de vous remercier
de tout le plaisir que m'a causé la lecture de votre bon discours sur l'Espagne.
tous mes amis politiques en ont été enchantés.

Adieu bien cher M. Potholmatten, des adieux et
profond respect, et de l'âme de mon cœur, un vœu ardent, à celui qui doit pour toujours
montrer et être le bon collègue
votre très humble et très dévoué serviteur.
Faldin - Potholmatten